

Forum de Paris - Casablanca Round

Retraites: La réforme coûtera 7 milliards de DH



Pour Mohamed Bousaid, ministre des Finances, la réforme de la retraite urge. Le département des Finances a estimé à 2 milliards de DH le coût de sa mise en œuvre pour la première année et 5 milliards de DH la seconde (Ph. Jarfi)

►►►
• Pour les deux premières années de sa mise en œuvre

nous prémunir contre d'éventuels chocs exogènes. Pour nous, c'est un produit utile puisqu'il permet de conforter à la fois les investisseurs et les institutions internationales dans la dynamique qu'entre-

prend le Maroc. Sachant que les fragilités persistent encore à certains niveaux sur l'économie mondiale. Pour l'instant, nous n'utilisons pas ce produit et je pense que nous n'y toucherons pas à l'avenir. Mais, il est là comme une protection.

- Qu'avez-vous prévu pour sortir le marché financier de cette situation difficile?

- La problématique du marché doit reposer sur deux ou trois objectifs majeurs: l'amélioration de la liquidité ou encore le renforcement de l'intervention des banques pour le financement de l'économie. A ce niveau, le Trésor a baissé ses levées sur le marché depuis le début de l'année afin de permettre aux banques de continuer à financer normalement l'économie.

- Où en est-on sur la réforme de la Bourse?

- La réforme de la Bourse doit être vue dans un cadre global. Nous avons le texte de loi sur l'Autorité du marché des capitaux qui a été adopté. La mise en place

de cette autorité va se faire rapidement. Le dernier conseil de gouvernement a approuvé un amendement de la loi organique concernant les emplois supérieurs pour que le président de l'Autorité puisse figurer dans la première liste. Nous aurons dans la foulée la constitution du conseil d'administration et le déploiement de toute la partie gouvernance. Mais, ce n'est qu'une partie de la réforme. L'autre partie repose sur un retour de confiance sur le marché. Il doit s'opérer notamment à travers la reconfiguration de la société qui gère la Bourse. Nous allons entamer rapidement les discussions avec tous les partenaires pour la mise en œuvre de la démutualisation. Aujourd'hui, l'objectif est de recentrer la Bourse comme instrument de mobilisation de l'épargne et d'investissement et non pas comme une économie parallèle qui s'opère en totale déconnection avec l'économie réelle. □

Propos recueillis par Franck FAGNON

►►►
*Pour réagir à cet article:
 courrier@leconomiste.com*

• Accélération dans la mise en place de l'Autorité du marché des capitaux

- **L'Economiste:** Les hésitations sur la réforme des retraites ne vont-elles pas anéantir les efforts d'assainissement budgétaire?

- **Mohamed Boussaid:** Il est vrai que la réforme de la retraite va impacter le budget de l'Etat. Aujourd'hui, c'est un devoir de responsabilité de régler ce problème. Plus nous mettrons du temps à démarrer cette réforme, plus les risques pour le budget seront importants. L'impact est tout aussi important pour les retraités qui pourraient éprouver des difficultés à toucher leur pension.

- Avez-vous évalué l'impact sur les finances publiques?

- La conception et le mode opératoire de la réforme seront réalisés cette année. Cela va demander l'approbation d'un certain nombre de textes de loi. Sa mise en œuvre pourrait démarrer en 2015. Elle aura un impact de 2 milliards de DH sur le budget la première année et de 5 milliards de DH la seconde. Il s'agit d'un effort extrêmement important pour le budget mais aussi pour les fonctionnaires.

- Aura-t-on besoin de souscrire de nouveau à la ligne de précaution et de liquidité?

- C'est prématuré pour le moment. C'est une assurance qui nous permet de

L'économie européenne manque de souplesse

• Cela explique en partie ses difficultés à retrouver une croissance vigoureuse

• Le pôle d'attractivité du monde se déplace vers le Pacifique

- **L'Economiste:** Vous dites que le monde n'est plus en crise mais l'Europe oui. Comment expliquez-vous que la reprise y soit lente?

- **José Pique:** L'Europe a un problème de gouvernance. Plusieurs exemples peuvent corroborer ce constat. Nous avons un gouvernement européen qui ne l'est pas vraiment. Idem pour le Sénat. Le Parlement n'a pas les mêmes pouvoirs qu'ailleurs. L'on peut également dire de même de la Banque centrale européenne. Globalement, nous avons un problème d'institution, mais également de rigidité dans tout le fonctionnement de l'économie. Ces facteurs font qu'aujourd'hui l'Europe a plus de difficultés que d'autres zones du monde à sortir de la crise. Son futur passe à mon avis par un projet fédéral. Soit nous avançons significativement dans l'union politique ou, nous serons hors sujet.



Pour José Pique, ancien ministre espagnol (Parti populaire) des Affaires étrangères, l'Europe souffre aujourd'hui de sa gouvernance et de la rigidité de son économie. Cela explique sa difficulté à retrouver rapidement une croissance forte et durable (Ph. Jarfi)

- La direction du monde est en train de changer. Quelles en seront les implications?

- Le centre de gravité du monde s'oriente de plus en plus vers l'océan Pacifique. Et le reste du monde devra s'adapter à cette nouvelle réalité. Il y a aussi que l'Afrique se réveille. Certes, c'est un continent très hétérogène mais pris dans son ensemble, il présente de bonnes perspectives. S'il ne fait pas de doute que l'Asie sera le principal pôle d'attraction du monde durant ce siècle, l'Afrique, elle, pourrait être une très bonne surprise.

- L'Espagne devrait renouer avec la croissance cette année. Pensez-vous qu'elle sera durable?

- Je crois que oui. Il y a un processus d'amélioration de la productivité qui donne des résultats. Un effort important a été réalisé dans le secteur privé. Nous repartons donc sur une base solide pour le futur. Mais il reste encore beaucoup d'effort à fournir, surtout que l'Espagne compte aujourd'hui 6 millions de chômeurs. □

Propos recueillis par F. Fa

*Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com*